

de l'abrogation finale de ce traité dans un an va nous être donné. Il aura existé pendant onze ans, et son abrogation sera certainement un grand malheur pour notre pays. On pourra dire que ce traité est aussi avantageux aux Etats-Unis qu'à nous-mêmes, et que son abrogation leur fera autant de tort qu'à nous ; mais le tort qu'ils en éprouveront ne guérira pas notre mal et n'empêchera pas que les marchés des Etats-Unis nous seront fermés, et que nous serons ensuite obligés de payer un droit considérable pour y porter nos produits, comme notre avoine, nos chevaux, nos bêtes à cornes, nos moutons, notre laine, notre beurre, etc. Le 16 de mars 1865 sera un jour de deuil pour le Canada ; mais le 16 de mars 1866 sera un jour de deuil encore bien plus grand, car il marquera le commencement d'une crise commerciale comme nous n'en aurons peut-être jamais éprouvée et dont les résultats désastreux sont incalculables pour l'avenir du pays. (Écoutez ! écoutez !) Il faut savoir ce qui se passe dans les campagnes, comme je suis à même de le savoir moi-même, par mes relations constantes avec elles, pour comprendre toute l'importance de ce traité pour la prospérité du pays. Toute l'avoine que produit le pays, depuis Trois-Pistoles jusqu'à l'extrémité supérieure de la province, est exportée aux Etats-Unis, où elle trouve un écoulement facile, parce qu'ils en ont besoin. Cette année, on est allé la chercher jusqu'à Trois-Rivières, par le chemin de fer d'Arthabaska. Ce commerce est très considérable aujourd'hui ; mais du moment que nous aurons à payer un droit de 25 pour cent sur l'exportation de nos produits aux Etats-Unis, nous aurons une crise commerciale qui bouleversera toutes les affaires du pays. Quand le traité de réciprocité sera abrogé, notre avoine ne se vendra plus que 30 sous ou un chelin, comme autrefois, au lieu de se vendre 40 sous ou deux chelins comme aujourd'hui ; et il est parfaitement évident que le cultivateur ne pourra tirer aucun profit de la culture de ce produit, à ce prix. Autrefois, avant le traité de réciprocité, le cultivateur pouvait trouver encore quelque profit en vendant son avoine à ce prix, parce que la vie était moins chère et les impôts moins élevés qu'aujourd'hui ; les impôts ne s'élevaient qu'à 2½ pour cent, et 5 pour cent, au lieu qu'ils sont aujourd'hui de 20 pour cent, et la confédération les augmentera encore plutôt que de les diminuer, comme certains membres de cette

chambre l'ont prétendu. (Écoutez ! écoutez !) Je sais parfaitement ce qui se passe dans les campagnes ; et quand je pense aux conséquences de l'abrogation du traité de réciprocité, je le répète, M. l'ORATEUR, j'en suis alarmé. Que s'y passe-t-il aujourd'hui ? On sait qu'il y a eu de mauvaises récoltes depuis quelques années ; l'on sait que celle de l'année dernière n'a pas été bonne, non seulement dans le Bas-Canada, mais même dans le Haut-Canada ; et depuis le jour de l'an de cette année, la moitié des habitants de la campagne, dans le Bas-Canada, achètent la farine dont ils ont besoin pour vivre. Tout ce qui se dépensera pour la fleur, d'ici à la récolte prochaine, sera autant de capital qui n'acquittera aucune des dettes nombreuses de la population rurale. Ce sera autant de capital qui ne sera pas employé au progrès de l'agriculture, à des améliorations. Le commerce s'en ressent déjà. Les importations sont restreintes ; il est resté beaucoup de marchandises de l'an dernier dans nos villes. Le revenu public en sera considérablement affecté, et le surplus de 1864 va se transformer en un déficit en 1865. Il ne faut pas être prophète pour prévoir cela. (Écoutez ! écoutez !) Je dis donc que nous touchons à une crise commerciale, et ce n'est pas en venant avec un pareil projet, quand il nous faudrait pratiquer la plus stricte économie dans nos dépenses publiques, que l'on pourra éviter cette crise. Il se fait aujourd'hui un grand mouvement de population, dans le Bas-Canada, vers les Etats-Unis, malgré la guerre ; c'est-à-dire, que les gens sont obligés de partir pour les Etats-Unis, afin d'y gagner de l'argent pour payer les dettes qu'ils ont été forcés de contracter pour vivre. Les gens ferment leurs maisons dans un grand nombre de nos campagnes et passent aux Etats-Unis ; et si l'on veut la preuve de ce fait, que l'on visite Acton, — Acton, dont on a fait une petite ville depuis la découverte des mines de cuivre que l'on y exploite. Eh bien ! M. l'ORATEUR, la moitié des maisons d'Acton sont aujourd'hui fermées, quand l'année dernière encore ce village présentait tous les signes de la plus grande prospérité. Les gens sont obligés de s'expatrier pour subvenir aux besoins de leurs familles, cette année. (Écoutez ! écoutez !) Je dis donc qu'un mouvement d'expatriation comme celui qui se fait aujourd'hui, dans l'hiver, est alarmant, car lorsque la moitié des habitants des campagnes sont obligés d'acheter leur farine, dès à présent, c'est une preuve qu'ils seront